



24 MARS 2025

EUROPE INFO HEBDO



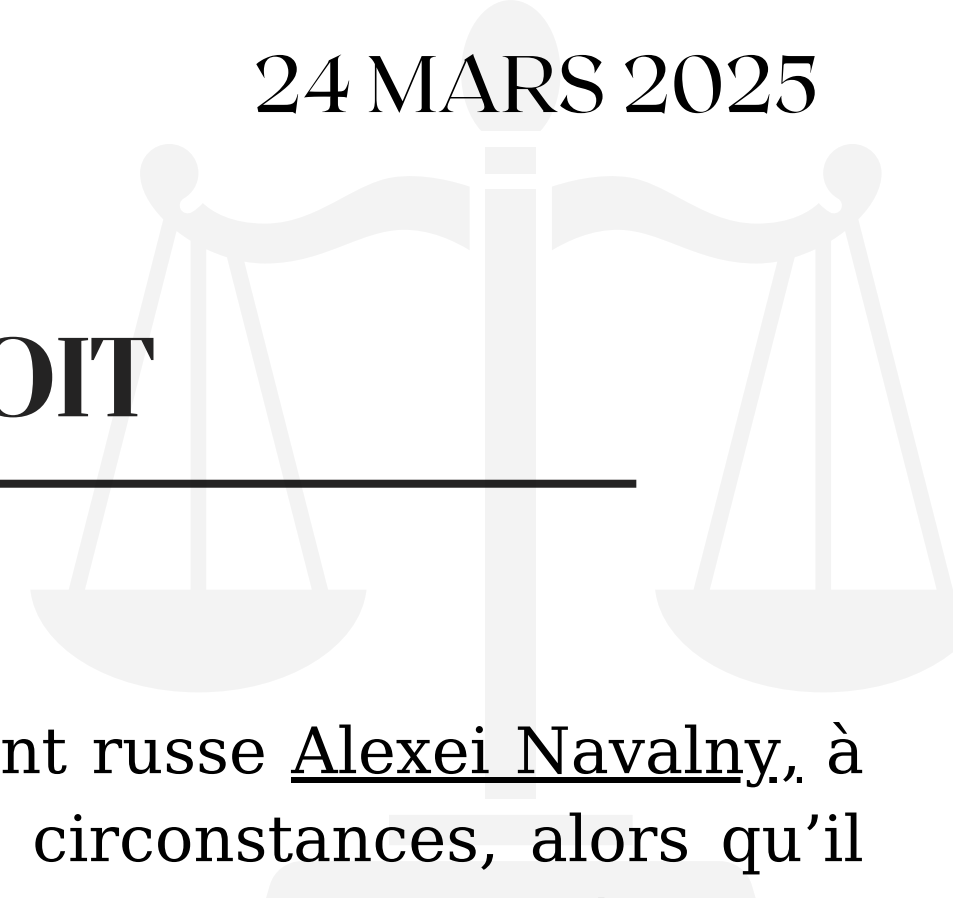
MANIFESTATIONS, MACCARTHYSME 2.0, ET LIVRE BLANC

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Loïc DE L'EPINE
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



SERBIE, ROUMANIE, INGÉRENCES,

STOP CRYING YOUR HEART OUT

Alors qu'un peu partout en Europe on rend hommage à l'opposant russe Alexei Navalny, à l'occasion du premier anniversaire de sa mort, dans d'étranges circonstances, alors qu'il était incarcéré en Sibérie, Agenda Pública publie quelques-unes de ses dernières réflexions à propos de Vladimir Poutine et du futur de la Russie. A la lecture de certaines d'entre elles, on retrouve un état d'esprit qui semble prendre corps à l'Est de l'ancien Rideau de fer. "Ne vous laissez pas bernier par la fausse image de force et d'arrogance. Comment peut-on parler de force ... comment peut-on invoquer un soutien populaire si les manifestations de rues sont considérées une menace ?" .

- C'est une véritable marée humaine qui a défilé dans les rues de Belgrade, samedi 15 mars 2025.
 - Après des mois de contestation contre la corruption, menée par les étudiants serbes déterminés à montrer que « *le changement est possible* », ils sont maintenant rejoints par des agriculteurs au volant de leurs tracteurs et de nombreux belgradois, toujours dans le calme.
 - Le mouvement est né de l'accident de la gare de Novi Sad, le 1er novembre 2024, qui a fait quinze morts lorsque s'est écroulé l'auvent en béton du bâtiment tout juste rénové.
 - Les Serbes voient dans cet accident le reflet d'une corruption qui gangrène les institutions et les travaux publics.
 - La tension atteint un point tel que Milos Vucevic, Premier ministre est poussé à démissionner.
 - Ceci s'explique par le fait que c'est cet ancien maire de Novi Sad qui était donner d'ordre des travaux de rénovation de la gare.
 - Le problème, à grands coups de renforts Poutiniens (V. EIH 10.03.2025), est que le gouvernement ne promet rien en matière de lutte contre la corruption.
 - Il préfère accuser les protestataires d'être payés par des "agences étrangères".
- Un peu plus à l'Est, en Roumanie, autre ancienne autocratie qui a déjà marqué l'Histoire par des mouvements de foule déterminants, les jeunes donnent - aussi - le ton.
 - Nettement plus européens que leurs voisins, quant à leurs revendications, ils manifestent leur rejet de ceux qu'ils désignent comme les champions de l'outrance et du discours haineux.
 - Ces rassemblements exposent encore un peu plus qu'ils ne craignent pas le retour du mouvement fasciste des légionnaires, affilié aux nazis pendant la Seconde Guerre mondiale ni celui des inféodés Kremlin.



GREEN DEAL

CLIMAT, IA, ETATS-UNIS,

MACCARTHYSME 2.0

Dans un entretien au « Monde », l'historien Guillaume Carnino, la chercheuse en géopolitique des technologies Mathilde Velliet et le mathématicien Cédric Villani s'inquiètent de l'état du débat scientifique dans les tensions géopolitiques. Celles-ci influencent la science, notamment l'intelligence artificielle, en raison de la compétition technologique mondiale, des restrictions sur les collaborations internationales et des préoccupations concernant la sécurité nationale. L'IA est bien sûr le domaine le plus apparent, avec la rivalité sino-américaine mais d'autres domaines comme la science climatique voient se multiplier les attaques.

- Aux États-Unis, l'élection de Donald Trump en 2024 avait ravivé les craintes des experts du climat, provoquant d'ailleurs l'inquiétude des marchés.
 - Outre le retrait des accords de Paris, la nouvelle administration cherche à défaire tout ce que la précédente avait mis en place.
 - En particulier en matière climatique avec la remise en cause de l'Inflation reduction act.
 - En février 2025, des employés du Doge, dirigé par Elon Musk, ont fait irruption dans les locaux de la NOAA, accentuant la pression sur les scientifiques.
 - L'administration Trump a licencié plus d'un millier d'employés de l'Administration nationale océanique et atmosphérique des États-Unis, la principale agence du pays pour les prévisions météorologiques et la science du climat, ce qui pourrait nuire à sa capacité à effectuer un travail de sauvetage en prévoyant les ouragans et d'autres événements météorologiques extrêmes.
 - Selon le New York Times, il est prévu de licencier 1 000 personnes supplémentaires.
 - Si c'est le cas, cela portera les réductions à environ 20 % de la main-d'œuvre.
 - En réaction, des manifestations ont eu lieu en mars contre la censure scientifique.
- La remise en cause des politiques climatiques américaines n'est pas une bonne nouvelle pour la planète mais elle pourrait l'être pour les industries européennes, estime la présidence polonaise du Conseil.
 - En Europe aussi, les politiques climatiques sont sur le recul depuis la campagne et les élections européennes de 2024 (cf. EIH 28/7/24, entre autres).
 - Dans l'UE le divorce ne se fait pas sur la science mais sur les institutions, si l'on en croit une analyse du think-tank Bruegel:
 - les Européens veulent toujours une action climatique, mais doutent des intentions et de l'efficacité de leurs gouvernements.
 - En particulier en matière de justice sociale.
- Cependant, l'UE n'est pas à l'abri d'une montée du climatoscepticisme.
 - Dans une enquête d'octobre 2024 rapportée par Le Monde, cette remise en cause touchait en France principalement les classes populaires et la droite conservatrice.
 - Celles-ci s'y opposent souvent en réaction aux politiques écologiques et aux pressions économiques et morales qui les accompagnent.
 - Certes, les menaces pesant sur l'action climatique et la recherche scientifique n'atteignent pas les mêmes niveaux qu'outre-Atlantique.
 - Malheureusement, les attaques sur le budget de l'ADEME ou le rôle de police environnementale joué par l'Office Français de la Biodiversité, laissent craindre un renversement très net des priorités.
 - Elle semble annoncer une remise en cause du consensus scientifique et de l'intérêt général au nom de la défense de catégories particulières et d'activités économiques protégées.



GREEN DEAL

POLLUTION, MARITIME, MINERAI, **ABYSS**

Au sommet des fonds marins, les débats scientifiques sont "pollués" par les intérêts politiques note *Le Monde*. Le 30e sommet de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), qui s'est ouvert à Kingston le 17 mars 2025, cristallise les tensions internationales autour d'une industrie émergente : l'exploitation minière des grands fonds marins. Promue par certains comme un levier stratégique pour la transition énergétique, cette activité soulève de profondes inquiétudes écologiques et géopolitiques.

- À l'origine de l'intérêt : les nodules polymétalliques, formations rocheuses riches en nickel, cobalt, cuivre et manganèse, essentiels à la fabrication de batteries et autres technologies dites « vertes ».
 - Alors que la demande mondiale explose, des entreprises comme *The Metals Company* (via sa filiale Nori, soutenue par Nauru) se disent prêtes à lancer l'exploitation dès 2026.
 - L'enjeu : exploiter une zone de 240 000 km² en haute mer, soit la taille du Royaume-Uni comme l'explique cette analyse au fond de l'IRIS.
 - L'exploitation reste à ce jour interdite, en l'absence d'un code minier international que l'AIFM peine à finaliser après plus de dix ans de négociations.
- Les dissensions sont vives. Face aux incertitudes des conséquences écologiques, les positions se fragmentent.
 - Trente-deux États soutiennent un moratoire sur l'exploitation, exigeant davantage de recherches scientifiques avant tout démarrage industriel.
 - Ainsi l'Union Européenne « a indiqué en juin 2022 que l'exploitation minière en eaux profondes devrait être interdite jusqu'à ce que les connaissances scientifiques sur ses conséquences soient plus poussées ».
 - Dans le cadre des négociations du code minier, les pays africains, pour leur part, alertent sur le risque d'une exploitation déséquilibrée, et « s'inquiètent de ne pas en profiter et même d'en être victimes ».
 - La Chine, déjà détentrice de cinq licences d'exploration, s'impose comme un acteur structurant du débat.
 - Présente diplomatiquement et scientifiquement au sein de l'AIFM, elle rejette le moratoire, arguant que « *la protection de l'environnement ne veut pas dire abandonner l'exploitation* ».
 - Elle renforce ainsi ses liens dans le Pacifique, notamment avec les îles Kiribati, en quête de partenariats après la rupture d'un accord avec The Metals Company.
 - Sous pression de l'industrie, qui a investi plus de 2 milliards de dollars, l'AIFM est sommée d'agir.
 - Or, sa nouvelle secrétaire générale, l'océanographe brésilienne Leticia Carvalho, donne bon espoir aux écologistes car sa nomination pourrait marquer un changement d'approche.
 - Plus sensible aux questions écologiques et d'inclusivité, elle contraste avec la gouvernance précédente jugée trop favorable à l'ouverture du secteur.

Si la 30ème session annuelle de l'AIFM devait marquer la signature d'un code minier, l'ambassadeur Olivier Guyonvarch a rappelé que « *Nous sommes encore loin du consensus pour parvenir à un code minier finalisé* ».



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ARMEMENT, INDUSTRIE, DÉFENSE **WHITE BOOK**

Le Conseil européen de la fin de semaine, a bien discuté d'Ukraine et d'une "voie crédible pour la paix", mais le consensus sur la position européenne est fragile. C'est ce qu'il faut comprendre derrière la formule d'une "coalition des volontaires", décidée à Bruxelles et bientôt réunie à Paris. Comme le note Médiapart, "s'il a permis de réaffirmer le soutien des États membres à l'Ukraine, à l'exception de la Hongrie, ce conseil européen du 20 mars n'a pas tranché les divergences qui subsistent sur la façon de soutenir Kyiv et de « réarmer » l'UE." Entre temps, la Commission européenne a publié le mercredi 19 mars 2025, son très attendu Livre Blanc pour la défense européenne, répondant à l'urgence de la guerre en Ukraine, et au besoin imminent et de long-terme du réarmement européen.

- Le constat des besoins est multiple : au-delà d'un pan industriel qui tire la couverture à lui, la menace politique et hybride que représente la Russie, qui profite de plus en plus des faveurs américaines au détriment de l'Ukraine et des Européens, appelle à une refonte totale de la politique de défense et de sécurité européenne.
 - Le point central de cette feuille de route est à nouveau la question budgétaire :
 - avec d'une part l'annonce d'un nouveau prêt de 150 milliards d'euros pour donner corps à la promesse un peu creuse d'investissement du plan de 800 milliards déjà annoncé (cf. EIH 10/3/25),
 - et d'autre part un assouplissement des règles fiscales sur l'endettement des pays au nom de l'investissement dans la défense, renforcée par le vote au Bundestag cette semaine,
 - l'argent et sa disponibilité sont au cœur des préoccupations.
 - D'où la délicate question d'utiliser les avoirs russes gelés .
- Investir dans la défense n'est pas une chose anodine - quand on a des canons, on veut s'en servir.
 - Les ambiguïtés d'un plan de réarmement européen pèsent sur le projet fondamental de l'UE. Armer l'Europe, soit - mais avec quelle stratégie commune?
 - Comme le souligne un observateur avisé des questions de défense européenne, "les Européens ont toujours refusé le "grand saut".
 - Mais cette fois ils n'ont (peut-être ?) plus le choix.
- Ainsi, l'autre point essentiel sur lequel insiste la Commission européenne dans son livre blanc livré la semaine dernière : les achats conjoints.
 - Les avantages sont pluriels :
 - économie d'échelle, meilleure visibilité pour les industriels sur les moyens à engager pour satisfaire les commandes, incitation à la coopération industrielle et spécialisation des fournisseurs plutôt qu'une compétition intra-européenne, et surtout, la possibilité d'une interopérabilité entre les armées nationales afin de constituer une véritable armée européenne.
 - Ce dernier point est tout particulièrement central dans les appels, dont celui de Mario Draghi, à la constitution d'un commandement européen.
- Si l'argent est le nerf de la guerre, comme le rappelle Kaja Kallas, d'autres avertissent que faire tourner la planche à billet de suffit pas :
 - il faut savoir où investir, bien dépenser l'argent souligne le fondateur du Joint European Disruptive Initiative.
 - Si l'on peut en comprendre la logique, la Commission et le Conseil prennent néanmoins un risque politique en refusant de considérer la proposition espagnole de considérer le dérèglement climatique comme une menace sécuritaire et donc justifiant d'utiliser des fonds débloqués pour la défense.
 - L'investissement dans la recherche, en dehors de la coopération structurée permanente, gagne également des galons, particulièrement dans le champ de l'intelligence artificielle, pierre angulaire des essaims de drones qui révolutionnent les tactiques militaires sur le front ukrainien.

L'Europe devra veiller à ne pas démanteler le socle éducatif à l'origine du progrès technologique dans sa course au réarmement, contrairement à la voie empruntée par Donald Trump.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ARMEMENT, INDUSTRIE, **BLACK BOOK**

En dépit des premiers pas vers le réarmement européen, des incohérences alarmantes demeurent : la création d'un commandement européen supplémentaire en plus de l'État-Major de l'Union Européenne (EMUE), créé en 2001, et de commandement intégré du Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR de l'OTAN) créerait une redondance bureaucratique, des chaînes de commandements, et des interlocuteurs. Dans cette cacophonie d'officiers militaires, il serait dur d'organiser une défense solide pour le continent.

- Sur le plan industriel, les avantages et la nécessité d'investir de manière conjointe, y compris dans des chaînes de production européenne si la base industrielle et technologique de défense (BITD) si le tissu industriel actuel ne peut répondre à la demande, n'a pas été entendu partout :
 - la Pologne refuse de se détourner d'un allié américain ayant pourtant coupé le cordon transatlantique.
 - Les achats aux Américains d'équipements militaires en surplus afin de s'armer rapidement pourraient s'avérer problématiques pour les Polonais,
 - mais surtout pour l'interopérabilité d'une défense européenne intégrée.
 - Parallèlement, le président français a réitéré son engagement à faire profiter le territoire européen de l'arme nucléaire française, qui n'est pas infaillible.
 - Pourtant, l'urgence serait plutôt de s'intéresser au rachat stratégique de LMB Aerospace,
 - fleuron de l'industrie de la défense française et fabricant de composantes du Rafale et du char Leclerc, entre autres.
- De plus, les industriels britanniques seront exclus du prêt annoncé dans le Livre Blanc.
 - Ce dernier prévoit pourtant une finalité d'inclure des Etats non-membres de l'UE.
 - Une « douche froide » de la part de la Commission, dont la pertinence est débattue.
 - En effet, on aurait pu s'attendre à un meilleur accueil de la main tendue par le Premier ministre britannique Keir Starmer et son virage très pro-européen ces dernières semaines et des discussions polono-britanniques.